



Le 10 mai 1981 :

Victoire de l'Union de la Gauche ?

par Pierre Miléo docteur en histoire,
membre du CREAL76

Le 10 mai 1981: victoire de l'Union de la gauche ?

Ce soir-là sur la place de la Bastille à Paris, sous une pluie battante, vers 20h, la foule parisienne nombreuse¹ se rassemble et la fête improvisée commence aux sons d'un orchestre monté en toute hâte, sur les plateaux de deux camions, affrétés par la CGT en guise de scène. En effet, le peuple français vient de découvrir sur les écrans des chaînes natio-



nales de télévision, l'un des premiers portraits numériques de l'histoire, celui

du quatrième président de la République française – François Mitterrand (1916-1996) – qu'ils viennent d'élire à ce poste dans la journée. Pour une grande partie de cette assistance, la joie est d'autant plus grande que ce résultat était pour le moins incertain bien qu'espéré, après vingt-trois ans de gouvernement sans partage de la droite.

Comment cette victoire de la gauche a-t-elle pu se réaliser après une aussi longue absence de celle-ci au pouvoir et alors que l'unité proclamée était loin d'être réelle et totale ?

Sans remonter toutes les étapes de cette reconquête marquée par de nombreux échecs, nous examinerons les forces en présence, leurs motivations, leurs contradictions, leurs faiblesses et leurs forces dans le contexte social et politique des années 1974-1981.

Un contexte social, politique et économique tendu

La crise de 1968 avait profondément remis en cause le régime présidentiel, en place depuis 1958, mais aussi les organisations politiques et syndicales de gauche, surprises par les revendications sociales et sociétales de la jeunesse et de la classe ouvrière française. Ces formations comprirent alors qu'elles devaient rapidement mettre en place un programme politique qui tenait compte des revendications des manifestants et grévistes de mai 1968 et aboutirent, en juillet, 1972 à la signature d'un programme commun de gouvernement liant les deux principales d'entre elles, le PS et le PC, pour la conquête politique du pouvoir. Si ce projet ne se réalisera jamais, il constituera la référence autour de laquelle s'uniront ces deux partis, soutenus par une large majorité de la classe ouvrière pour la conquête du pouvoir. C'est lui qui fonde l'Union de la gauche, alliance électorale qui remporte un certain succès dès les élections législatives de 1973 qui, bien que perdues, marquent une remontée de 176 sièges.

L'alliance regagne ceux perdus en 1968, avec une participation record de près de 82 % de l'électorat. Mais c'est en 1974 que l'affrontement pour l'élection du président de la République se montre la plus disputée. L'Union de la gauche ne présente qu'un seul candidat dès le premier tour : François Mitterrand, qui se démet de son poste de premier secrétaire du Parti socialiste et enregistre le soutien de tous les partis de gauche et des syndicats ouvriers sans aucune négociation. Il

a le renfort des électeurs d'extrême gauche et écologistes au second tour.

Cela ne suffit pas et le représentant de la droite Valéry Giscard d'Estaing (1926-2020) rafle de justesse la victoire avec 425 000 voix d'avance. Cependant, les élections municipales de 1977 confirment une poussée de l'Union de la gauche qui s'empare de grandes villes (Nantes, Angers, Rennes, Le Mans) qui appartenaient jusque-là, à la droite. Celle-ci paie les effets de sa politique.



Après un début de septennat où des réformes importantes ont été faites (droit à l'IVG, droit de vote et majorité civile ramenés à dix-huit ans), les divisions politiques de la Droite réapparaissent et surtout, les deux crises pétrolières mènent à une crise économique mondiale que la France n'est pas prête à affronter. Les prix du baril de pétrole et des sources d'énergie s'envolent. L'inflation avec eux. Les différents plans de stabilisation ne peuvent la juguler et le chômage, oublié jusque-là, réapparaît sans pouvoir être efficacement enrayer. Le mécontentement gagne le pays et des conflits sociaux très durs s'engagent contre les restructurations envisagées (PTT, sidérurgie, etc.). Devant cette évolution, il faut revoir les projets politiques et sociaux.

¹ On l'estime en général entre 100 000 et 200 000 personnes.

C'est le Parti communiste qui demande la « restructuration » du programme commun de gouvernement en 1977.

Le Parti socialiste se contente d'une « réactualisation ». Le conflit éclate sur la gestion des entreprises nationalisées que le PC veut remettre aux syndicats. Il se heurte au refus du PS et des radicaux de gauche.

Après quelques semaines de vaines négociations, la rupture est consommée et le Programme commun reste lettre morte. C'est probablement cette désunion qui provoque l'échec de la gauche qui divisée, ne parvient pas à l'emporter aux élections législatives de 1978, malgré des sondages pourtant favorables. Le scepticisme des électeurs de gauche règne alors, malgré des luttes qui continuent dans la sidérurgie lorraine ou du Nord et dans divers autres secteurs².



La Semaine par Tournade

Fabre-Marchais-Mitterrand

La mobilisation populaire et la victoire électorale de la gauche

Paradoxalement, cette division de l'Union de la gauche semble jouer en faveur de François Mitterrand. D'abord, celui qui a réalisé l'unité du PS malgré des affrontements de tendances parfois tendus, n'a aucun mal à faire porter la responsabilité de la rupture de l'Union de la gauche sur le PC, dont le secrétaire général, Georges Marchais (1920-1997), n'hésite pas à le soupçonner de vouloir « gouverner avec la droite³ ». À plus long terme, la fermeté du PS dans les négociations de révision du programme commun et les distances prises avec son partenaire à cette occasion montrent s'il le fallait que le dirigeant socialiste n'entend pas céder aux injonctions communistes. Ainsi, il rassure certains électeurs centristes déçus par l'absence d'une politique plus sociale de V. Giscard d'Estaing et dont les voix lui ont manqué en 1974. Enfin, une partie des électeurs communistes, déroutés par les brusques changements de ligne de la direction communiste qui vient d'approuver le « bilan globalement positif des pays de l'Est » et l'invasion soviétique en Afghanistan, préfère voter PS dès le premier tour de l'élection, assurant ainsi la primauté du candidat de ce parti sur l'ensemble de la gauche et sa victoire finale, plus vraisemblable.

Ce mouvement est renforcé par l'unité syndicale qui rassemble les syndicats CGT, CFDT, FEN et une partie des syndicats FO dans le soutien à François Mitterrand, au deuxième tour de cette élection. En outre, les organisations d'extrême gauche, présentes ou non dans l'élection au premier tour, appellent à voter pour le candidat de gauche⁴. On est donc en présence d'un moment historique où l'unité de la classe ouvrière française peut s'exprimer et peser de tout son poids, pour la victoire de son camp, par-delà les divergences bien

réelles de ses dirigeants.

La droite qui jusqu'à présent avait réussi à surmonter ses divergences, ne peut cette fois les contrôler. Valéry Giscard d'Estaing a été l'objet de sévères attaques convergentes des trois candidats gaullistes qui ont rassemblé sur leur nom près de 21 % des votants. Il n'a pas réussi à faire oublier les scandales et « affaires » qui ont émaillé son septennat. Les quelques réformes sociétales lui sont reprochées par une partie de ses électeurs et l'absence de politique sociale qui n'a pu amortir les conséquences de la montée du chômage et de l'inflation en inquiètent d'autres. Enfin, les résultats mêmes du premier tour rendent impossible la « soviétisation⁵ » annoncée de la France en cas de victoire de la gauche. C'est plutôt un affaissement historique du PC qu'il faut constater. Les élections législatives qui vont suivre confirment ce résultat en donnant la majorité absolue au seul PS qui n'a plus besoin d'allié pour gouverner.

Néanmoins, Pierre Mauroy (1928-2013), leader de la nouvelle majorité, reconduit comme Premier ministre, intègre quatre ministres communistes à son deuxième gouvernement. Lui et le nouveau Président ont bien compris que seule l'unité de la gauche et des organisations ouvrières autour d'un programme minimum d'objectifs économiques et sociaux satisfaisant les revendications du plus grand nombre est le seul moyen de parvenir à gouverner le pays.



² Cf. Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XX^e siècle*, Paris, Perrin, 2021, p. 311-316

³ Cf. Ludivine Bantigny, « 10 mai 1981 : pourquoi Mitterrand a gagné ? », Paris, *L'histoire* n° 364, mai 2011

⁴ La plupart d'entre elles estiment que loin de réalider une société socialiste, en France, la victoire du représentant de la gauche sera, au moins, un coup d'arrêt à la politique de la Droite et, au mieux, une étape sur la construction de cette société.

⁵ Cf. René Rémond, *Notre siècle (1918-1988)*, Paris, Fayard, 1988, p. 832-835

Conclusion

Pourtant, le vainqueur de cette élection présidentielle qui s'était opposé aux institutions de la V^e République qu'il fustigea dans un pamphlet intitulé *Le coup d'État permanent*, déclare le 2 juillet 1981 : « *Elles sont bien faites pour moi*⁶ ». Lui permettront-elles d'exécuter le programme politique et social promis dans ses 101 propositions ?

Elles vont de la promesse d'une relance de la politique économique et des nationalisations pour favoriser la revalorisation du SMIC et des prestations sociales (14^e à 37^e), à l'abolition de la peine de mort (53^e) en passant par la création d'« un

grand service public, unifié et laïque, de l'Éducation nationale » (90^e).

Surtout, l'ensemble de ce projet va bien à contre-courant des nouvelles politiques économiques libérales, déployées ailleurs, en Europe et dans le monde⁷. Autant de questions lourdes d'incertitudes.

Cependant, la fête bat son plein, ce 10 mai 1981 et les jours qui suivent, restent un moment de victoire et de joie populaires traversant l'histoire du mouvement ouvrier français.

Liesse populaire après la victoire de François Mitterrand aux élections présidentielles (10 mai 1981)

Paul de Busson



⁶ Cf. Ludivine Bantigny, *La France à l'heure du monde de 1981 à nos jours.*, Paris, Seuil, 2013, p.21. Cf. aussi Éric Roussel, *François Mitterrand. De l'intime au politique.* Paris, Perrin, 2021, p.477.

⁷ Notamment conduites par Ronald Reagan (1911-1989) aux USA et Margareth Thatcher (1925-2013) au Royaume-Uni

CREAL76
www.creal76.fr
Comité de Réflexion Et d'Action Laïque

**LIER LA LAÏCITÉ
AU COMBAT SOCIAL !**

édité par le CREAL76 , décembre 2021

Comité de réflexion et d'action laïque de Seine-Maritime

www.creal76.fr

creal76@creal76.fr